



Les suppressions de postes : ça suffit !

Communiqué du SNUEP-FSU, 20 septembre 2018

La « réforme » Blanquer de la voie professionnelle s'inscrit dans un cadre bien précis que le SNUEP-FSU a toujours dénoncé : celui de réduire les moyens affectés aux services publics d'Éducation et par conséquent le nombre de fonctionnaires. Le ministre vient de le confirmer : 2600 suppressions de postes dans le second degré pour la rentrée 2019 !

Dans le contexte très dégradé des conditions de travail des personnels de lycées professionnels, le SNUEP-FSU dénonce ces suppressions de postes et reste déterminé à ne pas laisser faire !

Le projet de grilles horaires, présenté au Conseil Supérieur de l'Éducation le 10 octobre, entérinera une réduction des heures de cours et donc au moins 3500 suppressions de postes d'ici 2022. Sur l'ensemble de leur cursus les élèves de lycées professionnels perdront 7 semaines de cours en Bac Pro et 4 semaines en CAP. Les fusions de diplômes et la transformation du baccalauréat Gestion Administration seront aussi sources de suppressions.

Dans cette « réforme », l'intérêt des élèves et des personnels est inexistant. Elle est dans la lignée de la réforme de 2009 et la généralisation du Bac Pro en 3 ans où la réduction d'une année de la scolarité des élèves de l'enseignement professionnel a fait des dégâts considérables chez les jeunes comme chez les professeurs de lycée professionnel.

Le projet du président Macron est de déqualifier les emplois d'artisans, d'ouvrier·es, de technicien·nes. Par sa « réforme », le ministre de l'Éducation nationale répond exactement à cet objectif. En lieu et place d'une prétendue « revalorisation de la voie professionnelle », il veut déprofessionnaliser les formations, transformer les diplômes en blocs de compétences et instaurer une concurrence sévère entre la voie scolaire et l'apprentissage. Il souhaite aussi en profiter pour imposer des pratiques pédagogiques par la mise en œuvre de la co-intervention. C'est une dégradation assurée des conditions de travail des personnels et d'études des jeunes qu'il orchestre. Le SNUEP-FSU s'opposera fermement aux diminutions de moyens et suppressions de postes annoncées. Il porte un autre projet auprès du ministre en exigeant des créations et des moyens permettant une amélioration des conditions de travail des professeurs de lycée professionnel et d'études des élèves. Le SNUEP-FSU réaffirme l'importance d'une formation professionnelle initiale solide, équilibrée et basée sur l'obtention d'un diplôme – condition essentielle pour faire réussir tous les jeunes.

Dans le cadre de l'intersyndicale, le SNUEP-FSU appelle d'ores-et-déjà les personnels à se mobiliser par la grève le 27 septembre. Le SNUEP-FSU s'engage à poursuivre des actions et construire avec la FSU une riposte syndicale à la hauteur des attaques menées contre l'ensemble de l'Éducation.

Conseil supérieur de l'éducation (CSE) : Extraits de la déclaration de la FSU sur la réforme de la voie professionnelle

Enfin, sans réelle concertation avec les organisations syndicales, les textes définissant les grilles horaires élèves de la réforme de l'enseignement professionnel, décidée par M le ministre Blanquer, doivent passer au CSE du 10 octobre. En s'attaquant aux volumes horaires élève, ces grilles entraînent une diminution des temps de formations en BAC PRO de plus de 7 semaines et en CAP de plus de 4 semaines. Le Ministre décide donc de donner encore moins d'École à celles et ceux qui en ont pourtant le plus besoin. Mise en place généralisée de 2nd à famille de métiers, généralisation d'implantation d'UFA dans l'ensemble des LP, pratique pédagogique imposée avec la mise en place obligatoire de co-enseignements, baisse du volume des horaires disciplinaires des élèves, cette réforme qui transforme en profondeur l'enseignement professionnel aura de graves conséquences sur les conditions de travail des enseignants et sur les conditions d'étude des lycéennes et lycéens professionnels. Elle entravera encore davantage les possibilités de poursuite d'étude dans le supérieur pour les jeunes issus de nos formations. La finalité budgétaire de la réforme de l'enseignement professionnel est crûment révélée avec les annonces ministérielles de suppressions de postes d'enseignant-es pour la rentrée 2019. Le SNUEP-FSU, le SNEP-FSU, la CGT éducation, SUD éducation, le SNALC, les SNCL FAEN et le SIES appellent d'ores et déjà l'ensemble des professeurs de lycées professionnels à se mettre en grève le 27 septembre pour demander le retrait des textes de l'ordre du jour du CSE du 10 octobre et l'ouverture de réelle concertation pour une toute autre réforme.

Suppression de postes et manipulation des chiffres

Dimanche 16 septembre, dans une interview au *Figaro*, le ministre avait annoncé la suppression de 1 800 postes particulièrement dans le secondaire, ce qui a provoqué déjà de vives réactions. Mais en fait, c'était un solde !

Mais cette annonce de la suppression de 1 800 postes dans l'Éducation nationale cachait la réalité du nombre de suppressions dans le second degré : 2 600 ! Ainsi, Jean-Michel Blanquer renoue avec les bonnes vieilles recettes héritées de ses années Sarkozy car les annonces initiales du ministre cachaient toujours la réalité du nombre de suppressions de postes dans le second degré.

Au total en effet, les collèges et les lycées publics perdront 2.600 postes de professeurs ; 400 postes seront supprimés dans les services administratifs et 600 autres dans les établissements privés du second degré. En tout, 3.600 postes seront supprimés. Par contre le primaire bénéficiera de 1.800 à 1.900 nouveaux postes

Au bout du compte, en déduisant les postes créés des 3.600 postes supprimés, les effectifs de l'Éducation nationale diminueront donc bien de 1.700 à 1.800 personnes.

"Nous mettons le paquet sur l'école primaire et nous sommes déterminés à transformer le système d'éducation pour faire en sorte qu'on puisse supprimer quelques postes, quand c'est possible, pour pouvoir développer d'autres activités là où c'est nécessaire".

"Nous pouvons réorganiser le secondaire de façon à mettre la priorité sur le primaire et absorber cette baisse dans le 2nd degré. Le Premier ministre, le 20 septembre 2018 sur France inter

La réforme Blanquer du lycée professionnel : analyse de Ugo Palheta, maître de conférences en sciences de l'éducation à l'Université Lille 3

Marianne : Jean-Michel Blanquer prétend "revaloriser" la voie professionnelle pour en faire une orientation d'"excellence". Ses annonces vous paraissent-elles aller dans ce sens ?

Ugo Palheta : La rhétorique de l'excellence destinée à des filières qui accueillent presque exclusivement des enfants de classes populaires pour les former à occuper des postes d'exécution, c'est un simple raffinement de très vieux discours. L'intention de revaloriser les métiers manuels, les filières professionnelles, cela fait 50 ans qu'on l'entend ! Dans les années 70, il y avait même un ministre de la Revalorisation du travail manuel... A chaque fois, ce sont les mêmes mesures cosmétiques qui sont servies : on promet davantage de possibilités pour la poursuite d'études de ces élèves, on simplifie la carte des formations, on vante l'alternance et on utilise des termes mélioratifs pour mieux vendre les nouveautés. Mais en fin de compte, rien ne change, c'est de l'enfumage.

La mise en place d'une seconde plus généraliste, afin de permettre aux lycéens de connaître différents métiers avant de spécialiser, n'est-ce pas ouvrir plus largement les portes du lycée professionnel ?

Cela ne va rien changer à la marginalisation de cette voie et de ceux qui la fréquentent. C'est de l'habillage. Quel est le but ? Les rendre davantage polyvalents ? Leur laisser le temps de se trouver ? Avec ce type de formations vagues et très larges, on va rendre plus difficile l'insertion professionnelle de ceux qui seront pressés de gagner le monde du travail. Cet entre-deux est nocif.

Ils pourront toujours choisir de faire la classe de terminale en alternance...

Pas sûr que ce soit positif pour les jeunes. Prenons un lycéen qui opte pour une terminale en alternance après une première à l'école et une seconde en "famille de métiers" : les employeurs qui pouvaient être tentés de l'embaucher en pensant qu'il a bénéficié d'une formation très pointue pourraient désormais être découragés. Ils pourraient penser qu'il n'a eu qu'une formation assez vague et très scolaire, le tout dans une famille de métier très large...

J'ai le sentiment que le gouvernement ne sait pas vraiment ce qu'il veut faire des voies professionnelles. D'autant que créer 2.000 places, ce n'est rien du tout.

Pour permettre à ces élèves de poursuivre leurs études, le gouvernement promet des "classes passerelles" facilitant l'orientation des bacheliers professionnels vers les BTS. Est-ce un progrès à vos yeux ?

Il y a quelque chose de contradictoire dans les intentions du gouvernement. D'un côté, avec Parcoursup, on empêche un maximum d'élèves des filières "pros" et de "technos" d'aller vers l'université. C'était le but visé par la mise en place d'"attendus" - et ce, même en filière non sélective - et en prétextant les difficultés que ces élèves pourraient rencontrer en licence, que personne ne conteste d'ailleurs. Et alors de l'autre côté, avec cette réforme du lycée professionnel, on dé-professionnalise la filière avec une seconde généraliste. Comment pourront-ils dès lors rejoindre des BTS ou des DUT, qui sont parmi les voies les plus sélectives ?

Comment rendre ces filières plus attractives, alors ? Si vous voulez espérer que n'importe quel collégien se pose au moins la question de se diriger vers ces filières, il faudrait agir sur les conditions de travail et les émoluments des emplois qui peuvent être obtenus par ces formations. Là encore, on peut se gargariser de la création de campus dit "d'excellence" mais ça ne va pas changer la donne si les perspectives d'avenir sont minces. Ce qui changera la donne c'est qu'ils puissent envisager avoir un avenir social décent, que leur établissement s'appelle "lycée des métiers" ou "campus d'excellence".

"On va rendre plus difficile l'insertion professionnelle de ceux qui seront pressés de gagner le monde du travail" Ugo Palheta / Marianne du 30/05/2018

PLP : TOU·TES EN GRÈVE LE JEUDI 27 SEPTEMBRE !

La « réforme » Blanquer de la voie professionnelle va aggraver nos conditions de travail, supprimer des postes dans toutes les disciplines et entraver la réussite des jeunes !
L'intersyndicale CGT Éduc'action, SNUEP-FSU, SNEP-FSU, Sud Éducation, SNALC, SNCL FAEN, SIES, appelle les collègues à se mettre en grève le jeudi 27 septembre.

Rassemblement devant le rectorat de Bordeaux **Jeudi 27 septembre à 11 Heures**

Le ministre refuse de discuter réellement de son projet de « réforme » de la voie professionnelle qui aura pourtant un impact majeur sur les personnels et les élèves.

→ **Les grilles horaires élèves proposées vont :**

- à l'encontre de la double finalité de la voie pro. A la fois une insertion professionnelle immédiate et des possibilités de poursuite d'études réussies.
- entraîner des suppressions de postes dans toutes les disciplines : - 13 % d'heures en bac pro ;
- 18 % en CAP ; LV2 et sciences réduites de moitié, etc.

→ Les « secondes par famille de métiers » censées retarder l'orientation vont également avoir pour conséquence des suppressions de postes en permettant un remplissage optimum des classes.

→ Les incertitudes qui subsistent sur les modalités de restructuration de la filière GA sont inacceptables.

→ La volonté d'implantation d'unité de formation en apprentissage dans tous les lycées professionnels, avec la mixité des parcours qui induira, de fait, la mixité des publics menace à terme les conditions de travail et le statut des professeur-es de lycée professionnel.

Ces dispositions doivent être mises en œuvre dès la rentrée de septembre 2019 et le projet de grilles horaires, qui entérine les suppressions de postes et les baisses des horaires disciplinaires, sera soumis au vote du Conseil supérieur de l'éducation (CSE). L'intersyndicale exige que ces projets de textes soient retirés de l'ordre du jour du CSE et qu'une véritable concertation ait lieu avec la profession.

Il y a donc urgence à s'opposer fermement et à construire le rapport de force pour obtenir une autre réforme qui vise réellement l'excellence.

NON à la fusion ARCU-Commerce-Vente

Après la destruction du tertiaire administratif, le ministère s'attaque au tertiaire commercial...

Le texte actant cette fusion sera présenté au CSE du 10 octobre. Ce projet est un nouveau coup porté aux PLP des disciplines concernées et à la professionnalisation des jeunes.

Le SNUEP-FSU revendique des bacs pros distincts adossés à des formations spécifiques aux métiers.

Le SNUEP-FSU s'oppose fermement à cette fusion et appelle les PLP à se mobiliser le 27 septembre.

Leur avenir c'est mon métier